

No. 40951

**Brazil
and
France**

**Extradition treaty between the Government of the Federative Republic of Brazil and
the Government of the French Republic. Paris, 28 May 1996**

Entry into force: *1 September 2004 by notification, in accordance with article 23*

Authentic texts: *French and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Brazil, 1 February 2005*

**Brésil
et
France**

**Convention d'extradition entre le Gouvernement de la République fédérative du
Brésil et le Gouvernement de la République française. Paris, 28 mai 1996**

Entrée en vigueur : *1er septembre 2004 par notification, conformément à l'article 23*

Textes authentiques : *français et portugais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Brésil, 1er février 2005*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION D'EXTRADITION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL ET LE GOUVERNEMENT DE
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil et le Gouvernement de la République Française, désireux d'assurer une coopération plus efficace entre leurs États en vue de la répression de la criminalité; souhaitant à cette fin régler d'un commun accord leurs relations en matière d'extradition,

sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1. Obligation d'extrader

Les deux États s'engagent à se livrer réciproquement, selon les dispositions de la présente Convention, toute personne qui, se trouvant sur le territoire de l'un des deux États, est poursuivie pour une infraction ou recherchée aux fins d'exécution d'une peine par les autorités judiciaires de l'autre État.

Article 2. Faits donnant lieu à extradition

1. L'extradition sera accordée pour les faits qui, aux termes des législations des deux États, constituent des infractions passibles d'une peine privative de liberté d'au moins deux ans ou d'une peine plus sévère.

2. Si l'extradition est demandée aux fins d'exécution d'une peine prononcée par l'autorité judiciaire compétente de l'État requérant, à raison d'une infraction visée au paragraphe précédent, la durée de la peine restant à exécuter devra être d'au moins neuf mois.

3. Si la demande d'extradition vise plusieurs faits distincts punis chacun par les lois des deux États d'une peine privative de liberté, mais dont certains ne remplissent pas la condition relative au taux de la peine, l'État requis a la faculté d'accorder également l'extradition pour ces faits.

Article 3. Extradition des nationaux

1. L'extradition ne sera pas accordée si la personne réclamée a la nationalité de l'État requis. La qualité de national s'apprécie à la date des faits pour lesquels l'extradition est demandée.

2. Si, en application du paragraphe précédent, l'État requis ne remet pas la personne réclamée pour la seule raison de sa nationalité, celui-ci devra, conformément à sa propre loi, à la demande de l'État requérant, soumettre l'affaire à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale. A cet effet, les documents, rapports et objets concernant l'infraction sont adressés gratuitement par la voie prévue à l'Article 9. L'État requérant est informé de la décision intervenue.

Article 4. Motifs obligatoires de refus d'extradition

L'extradition ne sera pas accordée:

a) Si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par l'État requis comme une infraction politique ou comme un fait connexe à une telle infraction;

b) Si l'État requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition, motivée par une infraction de droit commun, a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ou que la situation de cette personne risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons;

c) Si la personne réclamée devrait être jugée dans l'État requérant par un tribunal n'assurant pas les garanties fondamentales de procédure et de protection des droits de la défense ou par un tribunal institué pour son cas particulier ou lorsque l'extradition est demandée pour l'exécution d'une peine infligée par un tel tribunal. La condamnation de la personne jugée par défaut ou par contumace, si elle n'implique pas un aveu de culpabilité, ne constitue pas, à elle seule, un motif de refus d'extradition;

d) Si la personne réclamée a fait l'objet, dans l'État requis, d'un jugement définitif pour l'infraction ou les infractions en raison desquelles l'extradition est demandée;

e) Si, au moment de la réception de la demande, la prescription de l'action pénale ou de la peine est acquise d'après la législation de l'un ou l'autre des États;

f) En cas d'amnistie, soit dans l'État requérant, soit dans l'État requis à la condition que, dans ce dernier cas, l'État requis ait été compétent pour exercer la poursuite conformément à sa loi interne;

g) Si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par l'État requis comme une infraction militaire qui ne constitue pas une infraction de droit commun.

Article 5. Peine capitale

Lorsque l'infraction en raison de laquelle l'extradition est demandée est punie de la peine capitale par la législation de l'État requérant et que la peine capitale n'est pas prévue par la législation de l'État requis pour une telle infraction ou n'y est généralement pas exécutée, l'extradition pourra être refusée à moins que l'État requérant ne donne des assurances, jugées suffisantes par l'État requis, que la peine capitale ne sera pas exécutée.

Article 6. Infractions fiscales

En matière de taxes, d'impôts, de douane ou de change, l'extradition sera accordée dans les conditions prévues par la présente Convention.

Article 7. Motifs facultatifs de refus d'extradition

L'extradition pourra être refusée:

a) Si l'infraction en raison de laquelle elle est demandée a été commise hors du territoire de l'État requérant et si la législation de l'État requis n'autorise pas la poursuite d'infractions de même nature lorsqu'elles sont commises hors de son territoire;

b) Si la personne réclamée fait l'objet de la part de l'État requis de poursuites pour l'infraction en raison de laquelle l'extradition est demandée ou si les autorités judiciaires de l'État requis ont, selon les procédures conformes à la législation de cet État, mis fin aux poursuites que ces autorités ont exercées pour la même infraction;

c) Si la personne réclamée a fait l'objet d'une décision définitive de condamnation, d'acquiescement ou de relax dans un État tiers pour l'infraction ou les infractions en raisons desquelles l'extradition est demandée.

Article 8. Considérations humanitaires

La présente convention ne fait pas obstacle à ce qu'un des deux États puisse refuser l'extradition pour des considérations humanitaires, si la remise de la personne réclamée est susceptible d'avoir pour elle des conséquences d'une gravité exceptionnelle, notamment en raison de son âge ou de son état de santé.

Article 9. Voie de transmission

Les demandes d'arrestation provisoire, d'extradition et toutes correspondances ultérieures ainsi que les documents justificatifs de la demande seront transmis par la voie diplomatique.

La transmission par la voie diplomatique leur confère authenticité.

Article 10. Requête et pièces à produire

La demande d'extradition doit être formulée par écrit et accompagnée:

a) de l'original ou de l'expédition authentique, soit d'une décision de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné dans les formes prescrites par la législation de l'État requérant;

b) d'un exposé des faits pour lesquels l'extradition est demandée mentionnant la date et le lieu de leur perpétration, leur qualification, la durée de la peine à exécuter et les références aux dispositions légales qui leur sont applicables, y compris celles relatives à la prescription, ainsi que d'une copie de ces dispositions;

c) du signalement aussi précis que possible de la personne réclamée et de tous autres renseignements de nature à déterminer son identité et, si possible, sa localisation.

Article 11. Complément d'informations

Si les informations communiquées par l'État requérant se révèlent insuffisantes pour permettre à l'État requis de prendre une décision en application de la présente Convention, ce dernier État demandera le complément d'informations nécessaire et pourra fixer un délai pour l'obtention de ces informations.

Article 12. Règle de la spécialité

1. La personne qui aura été extradée ne sera ni poursuivie, ni jugée, ni détenue en vue de l'exécution d'une peine pour un fait antérieur à la remise, autre que celui ayant motivé l'extradition, sauf dans les cas suivants:

a) lorsque l'État qui l'a livrée y consent. Une demande sera présentée à cet effet, accompagnée des pièces prévues à l'Article 10 et d'un procès-verbal judiciaire consignait les déclarations de l'extradé. Ce consentement ne pourra être accordé que lorsque l'infraction pour laquelle il est demandé est de nature à donner lieu à extradition aux termes de la présente convention;

b) lorsqu'ayant eu la possibilité de quitter le territoire de l'État auquel elle a été livrée, la personne extradée ne l'a pas quittée dans les deux mois qui suivent son élargissement définitif, ou si elle y est retournée librement après l'avoir quitté.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent Article, l'État requérant pourra prendre les mesures nécessaires pour interrompre la prescription conformément à sa législation.

3. Lorsque la qualification légale d'une infraction pour laquelle une personne a été extradée est modifiée, cette personne ne sera poursuivie ou jugée que si l'infraction nouvellement qualifiée:

a) peut donner lieu à extradition en vertu de la présente Convention,

b) vise les mêmes faits que l'infraction pour laquelle l'extradition a été accordée.

Article 13. Réextradition

Sauf dans le cas prévu à l'Article 12, paragraphe 1,b), la réextradition au profit d'un État tiers ne peut être accordée sans le consentement de l'État qui a accordé l'extradition. Ce dernier peut exiger la production des pièces prévues à l'Article 10, ainsi qu'un procès-verbal d'audition par lequel la personne réclamée déclare si elle accepte la réextradition ou si elle s'y oppose.

Article 14. Concours de requêtes

Si l'extradition est demandée concurremment par l'un des États contractants et par d'autres États, soit pour le même fait, soit pour des faits différents, l'État requis statuera compte tenu de toutes circonstances et notamment de l'existence d'autres accords signés par l'État requis, de la gravité relative et du lieu des infractions, des dates respectives des demandes, de la nationalité de la personne réclamée et de la possibilité d'une extradition ultérieure à un autre État.

Article 15. Arrestation provisoire

1. En cas d'urgence, les autorités compétentes de l'État requérant peuvent demander l'arrestation provisoire de la personne recherchée. La demande d'arrestation provisoire doit

indiquer l'existence d'une des pièces prévues à l'alinéa a de l'Article 10 et faire part de l'intention d'envoyer une demande d'extradition.

2. La demande d'arrestation provisoire mentionne également l'infraction pour laquelle l'extradition sera demandée, la date, le lieu et les circonstances de sa commission, la durée de la peine encourue ou prononcée et les renseignements permettant d'établir l'identité et la nationalité de la personne recherchée.

3. La demande sera transmise, conformément aux dispositions de l'Article 9, par tout moyen laissant une trace écrite.

4. Si la demande paraît régulière, il y est donné suite par les autorités compétentes de l'État requis conformément à la loi de cet État. L'autorité requérante est informée sans délai de la suite donnée à sa demande.

5. L'État requis mettra fin à l'arrestation provisoire si, au terme d'un délai de 60 (soixante) jours à compter de la date de l'arrestation, la demande d'extradition ainsi que les pièces mentionnées à l'Article 10 ne lui ont pas été remises.

6. La mise en liberté ne s'oppose ni à une nouvelle arrestation, ni à l'extradition si la demande d'extradition parvient ultérieurement.

Article 16. Décision et remise

1. L'État requis fait connaître à l'État requérant sa décision sur l'extradition par la voie diplomatique.

2. Tout rejet complet ou partiel sera motivé.

3. Si l'extradition est accordée, l'État requérant est informé du lieu et de la date de la remise ainsi que de la durée de la détention subie en vue de l'extradition par la personne réclamée.

4. Sous réserve du cas prévu au paragraphe 5 du présent Article, si la personne réclamée n'a pas été reçue à la date fixée, elle peut être mise en liberté à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de cette date et elle est, en tout cas, mise en liberté à l'expiration d'un délai de trente jours; l'État requis peut refuser de l'extrader pour les mêmes faits.

5. En cas de circonstances insurmontables empêchant la remise ou la réception de la personne à extradier, l'État intéressé en informe l'autre État; les deux États se mettent d'accord sur une nouvelle date de remise et les dispositions du paragraphe 4 du présent Article seront alors applicables.

Article 17. Remise ajournée ou conditionnelle

1. Après avoir statué sur la demande d'extradition, l'État requis peut ajourner la remise de la personne qui fait l'objet sur son territoire de poursuites ou d'une condamnation pour une infraction autre que celle motivant l'extradition, jusqu'à ce qu'elle ait satisfait à la justice de cet État.

2. Au lieu d'ajourner la remise, l'État requis peut, lorsque des circonstances particulières l'exigent, remettre temporairement la personne dont l'extradition a été accordée à l'État

requérant dans les conditions à déterminer entre ces États et, en tout cas, sous la condition expresse qu'elle sera maintenue en détention et renvoyée.

Article 18. Remise d'objets

1. A la demande de l'État requérant, l'État requis saisit et remet, dans la mesure permise par sa législation, les objets:

- a) qui peuvent servir de pièces à conviction;
- b) qui, provenant de l'infraction, auraient été trouvés au moment de l'arrestation en la possession de la personne réclamée;
- c) qui seront découverts et saisis ultérieurement à la suite d'une commission rogatoire.

2. La remise des objets visés au paragraphe 1 du présent Article sera effectuée même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait avoir lieu par suite de la mort, de la disparition ou de l'évasion de la personne réclamée.

3. Lorsque lesdits objets seront susceptibles de saisie ou de confiscation sur le territoire de l'État requis, ce dernier pourra, aux fins d'une procédure pénale en cours, les garder temporairement ou les remettre sous condition de restitution.

4. Sont toutefois réservés les droits que l'État requis ou des tiers auraient acquis sur ces objets. Si de tels droits existent, ces objets sont rendus le plus tôt possible et sans frais à l'État requis à la fin des poursuites exercées sur le territoire de l'État requérant.

Article 19. Transit

1. Le transit à travers le territoire de l'un des États contractants est accordé sur demande adressée par la voie diplomatique, à condition qu'il s'agisse d'une infraction de nature à donner lieu à extradition aux termes de la présente Convention.

2. L'État requis peut refuser le transit si la personne réclamée fait l'objet de poursuites ou d'une condamnation sur le territoire de cet État, ou est un national de cet État

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent Article, la production des pièces prévues à l'Article 10 est nécessaire.

4. Si la voie aérienne est utilisée, il est fait application des dispositions suivantes:

a) lorsqu'aucun atterrissage n'est prévu, l'État requérant avertit l'État dont le territoire est survolé et atteste l'existence d'une des pièces prévues à l'alinéa a) de l'Article 10. Dans le cas d'atterrissage fortuit, cette notification produit les effets de la demande d'arrestation provisoire visée à l'Article 15 et l'État requérant adresse une demande régulière de transit;

b) lorsqu'un atterrissage est prévu, l'État requérant adresse une demande régulière de transit;

Article 20. Langue à employer

Les pièces à produire sont établies dans la langue de l'État requérant et accompagnées de la traduction dans la langue de l'État requis.

Article 21. Procédure

La législation de l'État requis est la seule applicable aux procédures d'arrestation provisoire, d'extradition et de transit, sauf disposition contraire de la présente Convention.

Article 22. Frais

1. Les frais occasionnés par l'extradition sur le territoire de l'État requis sont à la charge de cet État jusqu'au moment de la remise.

2. Les frais occasionnés par le transit sur le territoire de l'État requis du transit sont à la charge de l'État requérant.

Article 23. Dispositions finales

1. Chacun des deux États notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

3. Chacun des deux États pourra dénoncer la présente Convention à n'importe quel moment en adressant à l'autre, par la voie diplomatique, un avis écrit de dénonciation; dans ce cas, la dénonciation prendra effet six mois après la date de réception dudit avis.

En foi de quoi les représentants des deux Gouvernements, autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à , le 28 , en double exemplaire, en langues portugaise et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil :

Le Ministre d'État des affaires étrangères,

LUIZ FELIPE LAMPREIA

Pour le Gouvernement de la République Française :

Le Ministre des affaires étrangères,

HERVÉ DE CHARETTE

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

TRATADO DE EXTRADIÇÃO ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL E O GOVERNO DA REPÚBLICA FRANCESA

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República Francesa,

Desejando assegurar uma cooperação mais eficaz entre seus Estados com vistas à repressão da criminalidade;

Desejando, para este fim, regular, de comum acordo, suas relações em matéria de extradição,

Convieram nas seguintes disposições:

ARTIGO 1

Obrigaç o de Extraditar

Os dois Estados obrigam-se reciprocamente a entregar, segundo as disposi es do presente Tratado, qualquer pessoa que, encontrando-se no territ rio de um dos dois Estados, seja processada por uma infra o ou procurada para fim de execu o de uma pena pelas autoridades judici rias do outro Estado.

ARTIGO 2

Casos que Autorizam a Extradica o

1. A extradi o ser  concedida pelos fatos que, de acordo com as legisla es dos dois Estados, constituem infra es puniveis com uma pena privativa de liberdade de dura o de pelo menos 2 (dois) anos, ou mais grave.
2. Se a extradi o for pedida para fins de execu o de uma pena aplicada por autoridade judicial competente do Estado requerente em virtude de uma infra o prevista no par grafo precedente, a dura o do restante da pena a ser cumprida dever  ser de pelo menos 9 (nove) meses.

3. Se o pedido de extradição contemplar vários fatos distintos punidos, cada um deles, pelas leis dos dois Estados, com uma pena privativa de liberdade, embora alguns não preencham a condição relativa à duração da pena, o Estado requerido terá a faculdade de também conceder a extradição com base nestes fatos.

ARTIGO 3

Extradição de Nacionais

1. A extradição não será concedida se a pessoa reclamada tiver a nacionalidade do Estado requerido. A condição de nacional é verificada na data dos fatos pelos quais a extradição é solicitada.

2. Se, por aplicação do parágrafo precedente, o Estado requerido não entregar a pessoa reclamada por causa unicamente da sua nacionalidade, este deverá, de acordo com a sua própria lei, a pedido do Estado requerente, submeter o caso às suas autoridades competentes para o exercício da ação penal. Para este fim, os documentos, relatórios e objetos relativos à infração serão encaminhados, gratuitamente, pela via prevista no Artigo 9. O Estado requerente será informado da decisão adotada.

ARTIGO 4

Casos de Recusa Obrigatória da Extradição

Não será concedida a extradição:

- a) se a infração que originou o pedido for considerada pelo Estado requerido como uma infração política ou um fato conexo a uma tal infração;
- b) se o Estado requerido tiver razões fundadas para crer que o pedido de extradição, motivado por uma infração de direito comum, foi apresentado para fins de perseguir ou punir uma pessoa por motivo de raça, religião, nacionalidade ou opiniões políticas ou que a situação desta pessoa corra o risco de ser agravada por uma ou outra dessas razões;
- c) se a pessoa reclamada tiver de ser julgada no Estado requerente por um tribunal que não assegure as garantias fundamentais de processo e de proteção dos direitos de defesa, ou por um tribunal instituído para seu caso particular, ou quando a extradição for pedida para a execução de uma pena proferida por um tal tribunal. A condenação de uma pessoa julgada à revelia, desde que não implique confissão ficta, não constitui, por si só, motivo de recusa da extradição;

- d) se a pessoa reclamada tiver sido objeto, no Estado requerido, de um julgamento definitivo pela infração ou pelas infrações em razão das quais a extradição é pedida;
- e) se, no momento do recebimento do pedido, a prescrição da ação penal ou da pena tiver ocorrido, segundo a legislação de um dos Estados;
- f) em caso de anistia, seja no Estado requerente, seja no Estado requerido, sob a condição de que, neste último caso, o Estado requerido tenha sido competente para instaurar o processo de acordo com a sua lei interna;
- g) se a infração pela qual ela é pedida for considerada pelo Estado requerido como infração militar que não constitua infração de direito comum.

ARTIGO 5

Penas de Morte

Quando a infração em razão da qual a extradição é pedida for punida com a pena de morte pela legislação do Estado requerente, e a referida pena não estiver prevista na legislação do Estado requerido para tal infração ou não for nela geralmente executada, a extradição poderá ser recusada, a menos que o Estado requerente ofereça garantias, consideradas suficientes pelo Estado requerido, de que a pena de morte não será executada.

ARTIGO 6

Infrações Fiscais

Em matéria de taxas, impostos, alfândega e câmbio, a extradição será concedida nas condições previstas pelo presente Tratado.

ARTIGO 7

Recusa Facultativa da Extradição

A extradição poderá ser recusada:

- a) se a infração em razão da qual ela é pedida tiver sido cometida fora do território do Estado requerente, e se a legislação do Estado requerido não autorizar a persecução penal de infrações da mesma natureza quando cometidas fora do seu território;

- b) se a pessoa reclamada for objeto, por parte do Estado requerido, de processos pela infração em razão da qual a extradição é pedida, ou se as autoridades judiciárias do Estado requerido, segundo procedimentos conformes com a sua legislação, tiverem extinguido os processos que estas autoridades tenham promovido pela mesma infração;
- c) se a pessoa reclamada tiver sido objeto de uma decisão condenatória ou absolutória em um terceiro Estado pela infração ou pelas infrações em razão das quais a extradição é pedida.

ARTIGO 8

Considerações Humanitárias

O presente Tratado não constitui obstáculo a que um dos dois Estados possa recusar a extradição por considerações humanitárias, quando a entrega da pessoa reclamada for suscetível de ter para ela conseqüências de excepcional gravidade, especialmente em razão da sua idade ou do seu estado de saúde.

ARTIGO 9

Via de Encaminhamento

Os pedidos de prisão preventiva, de extradição, toda correspondência posterior e os documentos justificativos do pedido serão encaminhados por via diplomática. A tramitação pela via diplomática confere autenticidade documental.

ARTIGO 10

Documentos que Fundamentam o Pedido

O pedido de extradição deverá ser formulado por escrito e acompanhado:

- a) do original ou da cópia autêntica, seja de uma sentença de condenação, seja de um mandado de prisão ou de qualquer outro ato que tenha a mesma força, expedido de acordo com as formas prescritas pela legislação do Estado requerente;
- b) de uma exposição dos fatos pelos quais a extradição for solicitada, na qual se mencionem a data e o lugar de sua perpetração, sua qualificação, a duração da pena a ser cumprida e as referências às disposições legais que lhe forem aplicáveis, inclusive as relativas à prescrição, bem como cópia dessas disposições;

- c) da determinação, tão precisa quando possível, da pessoa reclamada e de quaisquer outras informações capazes de determinar sua identidade e, se possível, sua localização.

ARTIGO 11

Complemento de Informação

Se as informações transmitidas pelo Estado requerente se revelarem insuficientes para permitir ao Estado requerido tomar uma decisão em cumprimento deste Tratado, este último solicitará o complemento de informações necessário e poderá fixar um prazo para obtenção dessas informações.

ARTIGO 12

Cláusula de Especialidade

1. A pessoa que tiver sido extraditada não será processada, julgada ou detida com vistas ao cumprimento de uma pena por um fato anterior à entrega, diferente daquele que tenha motivado a extradição, salvo nos seguintes casos:

- a) quando o Estado que a entregou assim o consentir. Será apresentado um pedido para este fim, acompanhado dos documentos previstos no Artigo 10 e de uma ata judicial consignando as declarações do extraditado. Este consentimento só será dado se a infração for passível de dar causa à extradição nos termos do presente Tratado;
- b) quando o extraditado tiver tido a possibilidade de deixar o território do Estado ao qual tenha sido entregue, e não o tiver deixado nos 2 (dois) meses seguintes à sua libertação definitiva, ou se a ele tiver retornado após tê-lo deixado.

2. Não obstante as disposições do parágrafo 1 do presente Artigo, o Estado requerente poderá tomar as medidas necessárias para interromper a prescrição de acordo com a sua legislação.

3. Quando a definição legal de uma infração pela qual uma pessoa tiver sido extraditada for modificada, tal pessoa só será processada ou julgada se a infração novamente definida:

- a) puder ensejar a extradição em virtude do presente Tratado;
- b) contemplar os mesmos fatos que a infração pela qual a extradição tiver sido concedida.

ARTIGO 13

Reextradição

Salvo o caso previsto no Artigo 12, parágrafo 1.b, não poderá ser concedida a reextradição para um terceiro Estado sem o consentimento do Estado que tiver concedido a extradição. Este último poderá exigir a apresentação das peças relacionadas no Artigo 10, bem como uma ata de audiência pela qual a pessoa reclamada declara se aceita a reextradição ou a ela se opõe.

ARTIGO 14

Concurso de Pedidos

Se a extradição for pedida simultaneamente por um dos Estados Contratantes e por outros Estados, seja pelo mesmo fato, seja por fatos diversos, o Estado requerido decidirá levando em conta todas as circunstâncias e, especialmente, a existência de outros acordos assinados pelo Estado requerido, a gravidade relativa e o lugar das infrações, as datas respectivas dos pedidos, a nacionalidade da pessoa reclamada e a possibilidade de uma extradição posterior para outro Estado.

ARTIGO 15

Prisão Preventiva

1. Em caso de urgência, as autoridades competentes do Estado requerente podem pedir a prisão provisória da pessoa procurada. O pedido de prisão provisória deverá indicar a existência de uma das peças previstas na alínea "a" do Artigo 10 e participar a intenção de enviar o pedido de extradição.
2. O pedido de prisão provisória mencionará igualmente a infração pela qual a extradição será pedida, a data, o lugar e as circunstâncias em que foi cometida, a duração da pena prevista ou imposta e as informações que permitam estabelecer a identidade e a nacionalidade da pessoa procurada.
3. O pedido será transmitido consoante o disposto no Artigo 9, por qualquer meio que deixe um registro escrito.
4. Se o pedido parecer regular, será tramitado pelas autoridades competentes do Estado requerido de conformidade com a lei deste Estado. A autoridade requerente será informada sem demora do andamento dado ao seu pedido.
5. O Estado requerido fará cessar a prisão provisória se, no prazo de 60 (sessenta) dias contados da data de sua efetivação, não lhe tiverem sido entregues o pedido de extradição e as peças mencionadas no Artigo 10.

6. A libertação do extraditando não impedirá nova prisão, nem a extradição, se o pedido de extradição for apresentado posteriormente.

ARTIGO 16 Decisão e Entrega

1. O Estado requerido notificará sua decisão sobre a extradição ao Estado requerente por via diplomática.

2. Qualquer recusa completa ou parcial será motivada.

3. Se a extradição for concedida, o Estado requerente será informado do local e data para a retirada do extraditado, bem como da duração da prisão cumprida pela pessoa reclamada com vistas à extradição.

4. Ressalvado o caso previsto no parágrafo 5 do presente Artigo, se a pessoa reclamada não tiver sido recebida na data fixada, poderá ser posta em liberdade no prazo de 15 (quinze) dias, contado a partir dessa data, ou, em qualquer caso, será posta em liberdade após expiração de um prazo de 30 (trinta) dias. O Estado requerido poderá recusar-se a extraditá-la pelos mesmos fatos.

5. No caso de circunstâncias insuperáveis que impeçam a entrega ou o recebimento da pessoa a ser extraditada, o Estado interessado informará ao outro Estado; os dois Estados pôr-se-ão de acordo sobre uma nova data de entrega e as disposições do parágrafo 4 do presente Artigo serão então aplicáveis.

ARTIGO 17 Entrega Diferida ou Condiionada

1. Após haver deliberado sobre o pedido de extradição, o Estado requerido poderá adiar a entrega da pessoa que for objeto, no seu território, de processos ou de condenação por uma infração diferente da que tenha motivado a extradição, até que ela tenha cumprido suas obrigações para com a justiça deste Estado.

2. O Estado requerido poderá, quando circunstâncias particulares o exigirem, ao invés de adiar a entrega, entregar temporariamente ao Estado requerente a pessoa cuja extradição tiver sido concedida, nas condições a serem determinadas entre esses Estados e, em todo caso, sob a condição expressa de que ela será mantida presa e devolvida.

ARTIGO 18

Entrega de Objetos

1. A pedido do Estado requerente, o Estado requerido apreenderá e entregará, na medida permitida por sua legislação, os objetos:
 - a) que possam servir de elementos de convicção;
 - b) que oriundos da infração, tenham sido encontrados na posse da pessoa reclamada no momento da prisão;
 - c) que forem descobertos e apreendidos posteriormente em cumprimento de carta rogatória.
2. A entrega dos objetos indicados no parágrafo 1 do presente Artigo será efetuada mesmo se a extradição não puder ser executada por causa da morte, do desaparecimento ou da fuga da pessoa reclamada.
3. Quando os referidos objetos forem suscetíveis de apreensão ou confisco no território do Estado requerido, este último poderá, para fins de um processo penal em curso, retê-los temporariamente ou entregá-los sob condição de restituição.
4. Serão todavia reservados os direitos que o Estado requerido, ou terceiros, tiverem adquirido sobre esses objetos. Se tais direitos existirem, esses objetos serão entregues logo que possível sem despesas do Estado requerido, ao término dos processos ajuizados no território do Estado requerente.

ARTIGO 19

Término

1. O trânsito através do território de um dos Estados Contratantes será autorizado após pedido encaminhado por via diplomática, contanto que se trate de uma infração que possa dar causa à extradição nos termos do presente Tratado.
2. O Estado requerido poderá negar o trânsito se a pessoa reclamada for objeto de processos ou de condenação no território desse Estado ou for nacional desse Estado.
3. Ressalvadas as disposições do parágrafo 4 do presente Artigo, será necessário apresentar as peças previstas no Artigo 10.

4. Se for utilizada a via aérea, aplicar-se-ão as seguintes disposições:
- a) quando não estiver previsto nenhum pouso, o Estado requerente avisará o Estado cujo território serão sobrevoado e atestará a existência de uma das peças previstas na alínea "a" do Artigo 10. Em caso de pouso fortuito, essa notificação produzirá os efeitos do pedido de prisão provisória prevista no Artigo 15 e o Estado requerente apresentará um pedido regular de trânsito;
 - b) quando estiver previsto pouso, o Estado requerente apresentará um pedido regular de trânsito.

ARTIGO 20
Línguas a Utilizar

As peças a serem apresentadas serão redigidas no idioma do Estado requerente e acompanhadas de tradução no idioma do Estado requerido.

ARTIGO 21
Procedimento

A legislação do Estado requerido será a única aplicável aos procedimentos de prisão provisória, de extradição e de trânsito, ressalvados os dispositivos em contrário previstos no presente Tratado.

ARTIGO 22
Despesas

1. As despesas ocasionadas pela extradição no território do Estado requerido ficarão a cargo deste Estado, até o momento da entrega.
2. As despesas ocasionadas pelo trânsito no território do Estado ao qual se tenha solicitado o trânsito ficarão a cargo do Estado requerente.


ARTIGO 23
Disposições Finais

1. Cada um dos dois Estados notificará ao outro o cumprimento dos procedimentos exigidos pela sua Constituição para a entrada em vigor do presente Tratado.
2. O presente Tratado entrará em vigor no 1º (primeiro) dia do 2º (segundo) mês seguinte à data do recebimento da última dessas notificações.

3. Cada um dos dois Estados poderá denunciar o presente Tratado a qualquer momento, dirigindo ao outro, por via diplomática, notificação escrita de denúncia; neste caso, a denúncia surtirá efeito 6 (seis) meses após a data de recebimento da referida notificação.


Em fé do que os representantes dos dois Governos, autorizados para este efeito, assinaram e selaram o presente Tratado.

Feito em Paris, em 28 de maio de 1996, em dois exemplares originais, nos idiomas português e francês, sendo ambos os textos igualmente autênticos.



PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL

LUIZ FELIPE LAMPREIA
Ministro de Estado das
Relações Exteriores



PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FRANCOISA

HERVÉ DE CHARETTE
Ministro de Relações
Exteriores

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXTRADITION TREATY BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC

The Government of the Federative Republic of Brazil and the Government of the French Republic, desiring to establish more efficient cooperation between their two States with a view to the suppression of crime and wishing to that end to regulate by common agreement their relations in the area of extradition,

Have agreed as follows:

Article 1. Duty to extradite

Each State agrees to extradite to the other, in accordance with the provisions of this Treaty, any person found within its territory who is charged with an offence or sought for the purpose of execution of a sentence by the judicial authorities of the other State.

Article 2. Conduct giving rise to extradition

1. Extradition shall be granted for conduct which, under the laws of the two States, constitutes an offence punishable by a term of imprisonment of at least two years or by a stricter penalty.

2. Where extradition is requested with a view to the execution of a sentence imposed by the competent judicial authority of the requesting State in respect of an offence of the type described in the preceding paragraph, the unserved portion of the sentence must be at least nine months.

3. If the request for extradition relates to a number of offences, each of which is punishable under the laws of the two States by a term of imprisonment, but some of which do not meet the requirement concerning the length of the sentence, the requested State may also grant extradition for such offences.

Article 3. Extradition of nationals

1. Extradition shall not be granted if the person sought has the nationality of the requested State. Nationality shall be determined as of the date of the offence for which extradition is requested.

2. If, pursuant to the preceding paragraph, the requested State does not extradite the person sought solely on account of his or her nationality, it shall, in accordance with its own legislation and at the request of the requesting State, submit the case to its competent authorities for criminal prosecution. For this purpose, the documents, reports and articles relating to the offence shall be transmitted free of charge through the channel referred to in article 9. The requesting State shall be informed of the action taken.

Article 4. Mandatory grounds for refusal to extradite

Extradition shall not be granted:

(a) When the offence for which extradition is requested is considered by the requested State to be a political offence or conduct connected with such an offence;

(b) When the requested State has serious reason to believe that the request for extradition, submitted on the ground of an offence under ordinary law, was presented for the purpose of prosecuting or punishing a person by reason of race, religion, nationality or political opinion or that the situation of that person may deteriorate for any of these reasons;

(c) When the person is to be tried in the requesting State by a court that does not provide basic procedural or due process guarantees or by a court constituted for his or her specific case or when extradition is requested for the execution of a penalty imposed by such a court. Conviction by default or in contumacy without an admission of guilt shall not, in itself, be a ground for refusing extradition;

(d) When the person sought has been finally convicted in the requested State for the offence or offences for which extradition is requested;

(e) When, at the time that the request is received, the prosecution or punishment is barred by prescription pursuant to the law of either State;

(f) When the offence has been pardoned either in the requesting State or in the requested State, provided that, in the latter case, the requested State had the jurisdiction to institute proceedings under its domestic legislation;

(g) When the offence for which extradition is requested is considered by the requested State to be a military offence which does not constitute an offence under ordinary law.

Article 5. Capital punishment

Extradition may be refused when the offence for which extradition is requested is punishable by death under the legislation of the requesting State and the legislation of the requested State does not provide the death penalty for such an offence or the death penalty is generally not executed, unless the requesting State gives such assurances as the requested State considers sufficient that the death penalty will not be executed.

Article 6. Fiscal offences

Where levies, taxes, duties or foreign exchange are concerned, extradition shall be granted under the terms of this Treaty.

Article 7. Grounds for discretionary refusal of extradition

Extradition may be refused:

(a) If the offence for which it is requested has been committed outside the territory of the requesting State and the legislation of the requested State does not authorize prosecution of similar offences when they are committed outside its territory;

(b) If the person sought is being prosecuted by the requested State for the offence for which extradition is requested or if the judicial authorities of the requested State have, in accordance with the procedures provided by the law of that State, terminated the prosecution that they have instituted for the same offence;

(c) If the person sought was finally convicted, acquitted or freed in a third State of the offence or offences for which extradition is requested.

Article 8. Humanitarian grounds

This Treaty does not preclude one of the States from refusing extradition on humanitarian grounds if the surrender may have grave consequences for the person sought, in particular because of the age or state of health of that person.

Article 9. Method of transmission

Requests for provisional arrest or extradition and all subsequent correspondence, as well as any supporting documents, shall be transmitted through the diplomatic channel.

Transmission through the diplomatic channel confirms the authenticity of such requests.

Article 10. Request and documents to be submitted

The request for extradition shall be made in writing and shall be accompanied by:

(a) The original or a certified true copy either of the sentence or of the arrest warrant or of any other document having the same force, issued in accordance with the procedure set out in the legislation of the requesting State;

(b) A statement of the conduct for which extradition is requested, including the date and place of commission, the nature of the offence, the duration of the penalty to be executed and reference to the applicable legal provisions, including those relating to prescription, together with a copy of those provisions;

(c) As accurate a description as possible of the person sought and any other information that might help to determine his or her identity and, if possible, his or her whereabouts.

Article 11. Additional information

If the information provided by the requesting State is insufficient for the requested State to make a decision under this Treaty, the latter shall request the necessary additional information and may set a time limit for the receipt of that information.

Article 12. Rule of specialty

1. A person who has been extradited shall not be prosecuted, tried or detained for the purpose of enforcing a sentence for conduct prior to the surrender, other than that for which extradition was granted, except:

(a) When the State which extradited the person consents thereto. A request shall be presented for this purpose, together with the documents set out in article 10 and a judicial record setting out the statements of the person extradited. Such consent may be granted only when the offence for which it is requested is of such a nature as to justify extradition under the provisions of this Treaty;

(b) When the person extradited has had an opportunity to leave the territory of the State to which he or she was extradited and has not done so within two months following final discharge or, having left, has returned freely to that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this article, the requesting State may take the necessary measures to interrupt the period of prescription in accordance with its legislation.

3. When the legal nature of an offence for which a person has been extradited is changed, that person shall not be prosecuted or tried unless the new description of the offence:

(a) Would justify extradition under this Treaty,

(b) Relates to the same conduct as the offence for which extradition was granted.

Article 13. Re-extradition

Except in the case provided for in article 12 (1) (b), re-extradition to a third State may not be granted without the consent of the extraditing State. The latter may require the production of the documents listed in article 10, as well as a hearing during which the person extradited states whether he or she agrees or refuses to be re-extradited.

Article 14. Competing requests

Where concurrent requests for extradition are received from one of the Contracting States and from other States, either for the same offence or for different offences, the requested State shall give a ruling, having regard to all the circumstances and, in particular, the existence of other agreements signed by the requested State, the relative seriousness of the offences and the place of commission, the respective dates of the requests, the nationality of the person sought and the possibility of subsequent extradition to another State.

Article 15. Provisional arrest

1. In cases of urgency, the competent authorities of the requesting State may request the provisional arrest of the person sought. The request for provisional arrest shall attest to the existence of one of the documents referred to in article 10 (a) and indicate the intention to request extradition.

2. The request for provisional arrest shall also mention the offence for which extradition is being requested, the date, place and the circumstances in which it was committed, the duration of the penalty imposed and information concerning the identity and the nationality of the person sought.

3. The request shall be transmitted, in accordance with the provisions of article 9, by any method that provides a written record.

4. If the request appears to be in order, the competent authorities of the requested State shall give it effect in accordance with the law of that State. The requesting authority shall be informed without delay of the action taken on the request.

5. The requested State shall terminate the provisional arrest if, within 60 (sixty) days following the arrest, it has not received the request for extradition and the documents referred to in article 10.

6. Release from custody shall not prevent subsequent arrest or extradition if the request for extradition is subsequently received.

Article 16. Decision and surrender

1. The requested State shall notify the requesting State of its decision with respect to the extradition through the diplomatic channel.

2. Reasons shall be given for any refusal of the request in whole or in part.

3. In the event that extradition is granted, the requesting State shall be informed of the place and date of the surrender and of the length of time that the person sought was detained in custody awaiting extradition.

4. Without prejudice to the case set out in paragraph 5 of this article, if the person sought has not been surrendered at the appointed time, he or she may be discharged on the expiry of fifteen days from that date and shall, in any event, be discharged on the expiry of thirty days. The requested State may refuse to extradite him or her for the same conduct.

5. In the event of force majeure preventing the surrender or reception of the person to be extradited, the State concerned shall notify the other State; the two States shall agree on a new date for the surrender and the provisions of paragraph 4 of this article shall apply.

Article 17. Postponed or conditional surrender

1. After having given a ruling on the request for extradition, the requested State may postpone the surrender of the person sought in its territory for the purposes of prosecution or sentencing for an offence other than that forming the subject of the extradition until he or she has fulfilled the requirements of the justice system of that State.

2. Instead of postponing the surrender, the requested State may, when the circumstances so dictate, temporarily surrender the person extradited to the requesting State under conditions to be determined by the two States and, in any event, on the express understanding that the person shall be held in custody and returned.

Article 18. Surrender of property

1. Upon request of the requesting State, the requested State shall seize and surrender, to the extent permitted by its law, any property:

(a) That might be used as an exhibit;

(b) That was obtained by the commission of the offence and that was found at the time of arrest in the possession of the person sought;

(c) That may be discovered and seized subsequently following the submission of a letter of request.

2. The property referred to in paragraph 1 of this article shall be surrendered even where the extradition, having been granted, cannot take place on account of the death, disappearance or escape of the person sought.

3. When such property is subject to seizure or confiscation in the territory of the requested State, that State may, for the purposes of criminal proceedings already under way, keep it temporarily or surrender it on the condition that it be returned.

4. These provisions are subject to any rights that the requested State or third parties may have acquired to such property. If such rights exist, the property shall be returned to the requested State as soon as possible and without charge once the proceedings undertaken in the territory of the requesting State have ended.

Article 19. Transit

1. Transit through the territory of one of the Contracting State shall be granted on request through the diplomatic channel, providing that the offence in question fulfils the criteria for extradition set out in the present Treaty.

2. The requesting State may refuse to grant transit if the person sought has been prosecuted or sentenced in its own territory, or is a national of that State.

3. Subject to the provisions of paragraph 4 of this article, the production of the documents specified in article 10 shall be required.

4. Where air transport is used, the following provisions shall apply:

(a) When no landing is scheduled, the requesting State shall advise the State whose territory is to be overflown and shall certify that one of the documents referred to in article 10 (a) exists. In the case of an unscheduled landing, this advice shall have the effect of a request for provisional arrest pursuant to article 15 and the requesting State shall forward a normal transit request;

(b) When a landing is scheduled, the requesting State shall forward a normal transit request.

Article 20. Language to be used

Documents to be submitted shall be drafted in the language of the requesting State and accompanied by a translation into the language of the requested State.

Article 21. Proceedings

Only the legislation of the requested State shall be applicable to proceedings relating to provisional arrest, extradition and transit, except where this Treaty provides otherwise.

Article 22. Expenses

1. Expenses resulting from extradition in the territory of the requested State shall be borne by that State until the time of surrender.
2. Expenses resulting from transit in the territory of the requested transit State shall be borne by the requesting State.

Article 23. Final provisions

1. Each State shall notify the other when it has completed the formalities required by its Constitution for the entry into force of this Treaty.
2. This Treaty shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the last such notification.
3. Either State may terminate this Treaty at any time by giving the other State written notice of termination through the diplomatic channel; in that event, termination shall take effect six months after the date of receipt of the said notice.

In witness whereof, the representatives of the two Governments, being authorized for this purpose, have signed this Treaty and affixed their seals thereto.

DONE at Paris on 28 May 1996 in two originals in the Portuguese and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Federative Republic of Brazil:

LUIZ FELIPE LAMPREIA
State Minister of Foreign Affairs

For the Government of the French Republic:

HERVÉ DE CHARETTE
Minister of Foreign Affairs

